



Février 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Nom de la personne publique	INSTITUT DE FRANCE 23, quai de Conti 75006 Paris
Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur	Le Chancelier de l'Institut de France
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique	Le Chancelier de l'Institut de France
Comptable assignataire des paiements	Le comptable public, Receveur des Fondations
Mode de consultation	PROCEDURE ADAPTÉE des articles L.2123-1 et R.2123-1,4 et 5 du Code la commande publique

Rénovation et remise en conformité des sanitaires des paliers intermédiaires de la Fondation Simone et Cino Del Duca (10 Rue Alfred de Vigny, 75008 Paris) – Institut de France

Numéro marché : **M25/6-007**

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)	1
1.1 <i>Objet du marché</i>	6
1.2 <i>Lieu d'exécution</i>	6
1.3 <i>Modalités de passation</i>	6
1.4 <i>Forme du marché public</i>	6
1.5 <i>Décomposition du marché</i>	7
1.6 <i>Variantes facultatives</i>	7
1.7 <i>Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)</i>	7
1.8 <i>Options</i>	7
1.9 <i>Réalisation de prestations similaires</i>	7
ARTICLE 2 : INTERLOCUTEURS	7
2.1 <i>Maîtrise d'ouvrage</i>	7
2.2 <i>Maîtrise d'œuvre</i>	7
2.3 <i>Contrôle technique</i>	8
2.4 <i>Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)</i>	8
2.5 <i>Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)</i>	8
2.6 <i>Titulaire du marché</i>	8
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXECUTION	8
3.1 <i>Durée du marché</i>	8
3.2 <i>Délais d'exécution</i>	8
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
4.1 <i>Pièces particulières</i>	9
4.2 <i>Pièces générales</i>	9
4.3 <i>Evolution normative</i>	10
ARTICLE 5 : RECONNAISSANCE DES LIEUX	10
ARTICLE 6 : MANDATAIRE DU GROUPEMENT – COTRAITANTS – SOUS-TRAITANTS	10
6.1 <i>Mandataire en cas de groupement</i>	10
6.2 <i>Cotraitants</i>	11
6.3 <i>Sous-traitance</i>	11
6.4 <i>Ordre de service</i>	12
ARTICLE 7 : OBLIGATION DU TITULAIRE :	13
7.1 <i>Obligation de conseil</i>	13

7.2	Obligation d'information	13
7.3	Obligation de confidentialité et mesures de sécurité	13
7.4	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	13
7.5	Obligation de résultat	15
7.6	Conditions sanitaires face à la pandémie de covid-19	15
7.7	Traitement de données à caractère personnel	15
ARTICLE 8 : CALENDRIER D'EXECUTION		16
8.1	Calendrier prévisionnel d'exécution	16
8.2	Calendrier détaillé d'exécution	16
8.3	Prolongation des délais d'exécution	16
8.4	Prise en compte des intempéries	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 9 : CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS		Erreur ! Signet non défini.
9.1	Caractéristiques des matériaux	17
9.2	Dérogations aux normes	17
9.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	17
ARTICLE 10 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX		17
10.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	17
10.2	Etudes d'exécution	18
10.3	Installation et organisation du chantier	18
10.4	Echantillons – notices techniques – procès-verbal d'agrément :	18
10.5	Direction des travaux	18
10.6	Réunions de chantier	18
10.7	Déroulement du chantier	19
10.8	Permis feu	Erreur ! Signet non défini.
10.9	Personnel de chantier	20
10.10	Protection de chantier	20
ARTICLE 11 : TRAVAIL ILLEGAL – TRAVAIL DISSIMULE		21
ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER		22
12.1	Gestion des déchets de chantier, nettoyage	22
12.2	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	22
12.3	Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	22
12.4	Documents à fournir après exécution	22
ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX		24

13.1	<i>Réception partielle et constat d'achèvement des travaux</i>	24
13.2	<i>Dispositions applicables à la réception</i>	24
13.3	<i>Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages</i>	24
ARTICLE 14 : PRIX		24
14.1	<i>Répartition des paiements</i>	24
14.2	<i>Caractéristiques des prix pratiqués</i>	24
14.3	<i>Répartition des dépenses communes de chantier</i>	24
14.4	<i>Contenu des prix</i>	24
14.5	<i>Révision du prix</i>	26
14.6	<i>Sous détail des prix</i>	27
14.7	<i>Travaux modificatifs</i>	27
14.8	<i>Prestations fournies par le maitre d'œuvre</i>	28
ARTICLE 15 : AVANCE ET GARANTIE FINANCIERE		28
15.1	<i>Avance</i>	28
15.2	<i>Garanties financières</i>	29
ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES		30
16.1	<i>Règlement des travaux et des prestations</i>	30
16.2	<i>Approvisionnement</i>	30
16.3	<i>Décomptes et acomptes provisoires</i>	30
16.4	<i>Décompte final</i>	31
16.5	<i>Décompte général</i>	31
16.6	<i>Décompte général et définitif</i>	32
16.7	<i>Paiement</i>	33
16.8	<i>Intérêts moratoires</i>	34
16.9	<i>Augmentation du montant des travaux</i>	34
16.10	<i>Paiement des cotraitants</i>	34
16.11	<i>Paiement des sous-traitants</i>	35
ARTICLE 17 : PENALITES		35
17.1	<i>Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux</i>	35
17.2	<i>Retard dans la remise des documents</i>	35
17.3	<i>Absences aux réunions</i>	35
17.4	<i>Infractions aux prescriptions de chantier</i>	36
17.5	<i>Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception</i>	36

17.6 Délais et pénalités pour remise des DOE et DTE.....	36
17.7 Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel.....	36
17.8 Primes d'avances	37
ARTICLE 18 : ASSURANCES.....	37
ARTICLE 19 : DISPOSITIONS DIVERSES	37
ARTICLE 20 : RESPONSABILITE.....	37
ARTICLE 21 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	38
ARTICLE 22 : RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	38
ARTICLE 23 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	39
23.1 Règlement des litiges éventuels et droit applicable	39
23.2 Langues :	39
ARTICLE 24 : DEROGATIONS.....	39

Les articles ou paragraphes d'articles du CCAG/Travaux non repris dans le présent document restent applicables et forment un tout indissociable avec le présent CCAP qui reste cependant prééminent par rapport au CCAG/Travaux, en cas de contradiction.

ARTICLE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 *Objet du marché*

Située en plein cœur de Paris en bordure du parc Monceau, la Fondation Simone et Cino Del Duca est une fondation de l'Institut de France ayant pour objectifs de faire rayonner, en France et à l'étranger, les arts, les lettres et les sciences. Le bâtiment accueille aujourd'hui des conférences, colloques et rencontres organisées par l'Institut de France et ses partenaires mais aussi par des organisateurs extérieurs.

Le bâtiment de 5 étages (de R-1 à R+3) se compose, entre autres, de bureaux et de salles de réception. Un escalier de service relie l'ensemble des niveaux, cet escalier est composé de 6 paliers intermédiaires tous équipés de WC.

Le bâtiment est classé ERP type L catégorie 5.

Le présent marché a pour objet des travaux en vue de la rénovation de la colonne sanitaire nord de la fondation DEL DUCA.

L'objet principal de ces travaux est le réaménagement des espaces sanitaires et douches de la colonne sanitaire nord. Pour se faire la colonne sera entièrement curée puis refaite à neuf dans sa nouvelle disposition.

Ces travaux nécessitent la fourniture et pose des éléments suivants :

- Equipements (WC, lavabos, douches...),
- Réseaux EU, EF, ECS, chauffage,
- Cloisons et menuiseries intérieures,
- Carrelage et peintures,
- Electricité.

Une mission annexe aux travaux de la colonne sanitaire consiste à découpler le réseau ECS de l'appartement situé au 3^e étage de la production centralisée.

Les prestations attendues sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 *Lieu d'exécution*

Les travaux s'exécutent au sein de la Fondation Simone et Cino Del Duca, 10 rue Alfred de Vigny, 75008 à Paris.

1.3 *Modalités de passation*

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1,4 et 5 du Code de la Commande Publique (CCP).

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) relatif aux marchés publics de travaux selon l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

1.4 *Forme du marché public*

Il s'agit d'un marché ordinaire passé à prix global et forfaitaire.

1.5 Décomposition du marché

1.5.1 Allotissement

Conformément aux articles L. 2113-10, L. 2113-11, R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique, le marché n'est pas décomposé en lots. En effet, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

1.5.2 Définition des tranches

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.5.3 Phases

Le phasage des travaux est décrit au CCTP.

Un calendrier prévisionnel d'exécution de l'ensemble des travaux figure à la partie 14. du CCTP.

1.6 Variantes facultatives

Sans objet

1.7 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Sans objet

1.8 Options

Sans objet.

1.9 Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 et de l'article R2194-1 du CCP, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

ARTICLE 2 : INTERLOCUTEURS

2.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

l'Institut de France,

23 quai de Conti

75 006 PARIS

Représenté par son Chancelier, Monsieur Xavier Darcos

Le service Monuments et Collections de l'Institut de France assure le suivi de l'opération.

2.2 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

Nom : FC Ingénierie Conseil

Adresse : 13 rue des frères chausson 92600 Asnières / Seine

Téléphone : 06 65 37 80 81

Email : fclairouin@fc-ic.fr

2.3 Contrôle technique

Le bureau de contrôle est assuré par l'APAVE et plus particulièrement par M. Hervé Laurent ;
hervé.laurent@apave.com

2.4 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Le coordonnateur est l'APAVE. M. Hervé Laurent hervé.laurent@apave.com

2.5 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

Sans objet.

2.6 Titulaire du marché

Les caractéristiques du Titulaire du marché sont précisées dans l'Acte d'Engagement. Le Titulaire du marché est désigné de « Titulaire » dans le présent CCAP.

Dès la notification du marché le Titulaire désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis du Maître de l'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

La personne physique et son suppléant (chef de projet, chef de chantier) chargés de la conduite des travaux doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires et engager le Titulaire.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, toute personne désignée.

En cas de départ d'une personne désignée du fait du Titulaire, en cours d'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit :

- Soit de donner son accord, soit de refuser le remplaçant désigné, dans un délai de un mois à compter de la réception des informations de ladite personne désignée.
- d'appliquer une pénalité forfaitaire conformément à l'article relatif aux pénalités du présent CCAP.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant désigné par le Titulaire dans le délai d'un mois précité, le Titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin des garanties contractuelles. Il n'est pas reconductible.

3.2 Délais d'exécution

Le marché contient une période de préparation fixée à huit (8) semaines maximums de préparation à compter de l'ordre de service de démarrage valant ouverture de la période de préparation.

La durée prévisionnelle de chantier est de deux (2) mois, hors période de préparation de chantier.

La durée totale de l'opération est donc de quatre (4) mois.

Le délai imparti à la réalisation des travaux est précisé au CCTP du marché.

Les délais d'exécution des prestations, à compter du terme de la période de préparation du marché seront définis dans le calendrier détaillé d'exécution dans les conditions fixées à l'article 4 de la partie 3 et à la partie 14 du CCTP.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

1. L'acte d'engagement signé par le Titulaire ;
2. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - 3.2.1 Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - 3.2.2 Synoptique EF, ECS et EU
 - 3.2.3 Electricité Paliers
 - 3.2.4 Electricité Sous-sol
 - 3.2.5 Electricité Studio
 - 3.2.6 Hydraulique Paliers
 - 3.2.7 Hydraulique Sous-sol
 - 3.2.8 Hydraulique Studio
4. L'offre (mémoire technique) du Titulaire en ce qu'elle ne contredit pas les documents susmentionnés (les conditions générales de vente (CGV) ne sont pas applicables).

**Il est précisé que l'offre technique constitue des engagements unilatéraux de la part du Titulaire vis-à-vis du Maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du Titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.*

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus citées, c'est la pièce qui porte le numéro le moins élevé qui prévaudra sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit au Maître d'ouvrage.

4.2 Pièces générales

Pièces contractuelles générales (non jointes) :

- le Code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019 ainsi que ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux selon l'arrêté du 30 mars 2021 (sur le fondement de l'article L1111-5 « marchés mixtes de travaux » du code de la commande publique, le présent marché porte sur des travaux et des services, étant donné que son objet principal est de réaliser des travaux),
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux de bâtiment et le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicables aux travaux conformément à l'arrêté du 7 octobre 2021 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et au décret 99-98 du 15 février 1999,
- les prescriptions techniques générales constituées par les REEF et édité par le CSTB :
 - Les Documents techniques unifiés
 - L'ensemble des cahiers des clauses spéciales (CCS) annexés au DTU
 - L'ensemble des Cahier des clauses Techniques annexés au DTU
 - L'ensemble des normes française
 - L'ensemble des règles de calculs
- la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix du marché public.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

4.3 Evolution normative

Le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par courrier AR le Maître d'ouvrage, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision du Maître d'Ouvrage lui sera alors notifiée par écrit.

À défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le Titulaire et comprises dans son prix.

ARTICLE 5 : RECONNAISSANCE DES LIEUX

Le Titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des lieux, tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour prendre en compte les contraintes des prestations.

Ainsi, le Titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux. Dès lors, il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

ARTICLE 6 : MANDATAIRE DU GROUPEMENT – COTRAITANTS – SOUS-TRAITANTS

6.1 Mandataire en cas de groupement

En cas de groupement, l'engagement de solidarité du mandataire vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage souscrit dans les termes énoncés à l'Acte d'Engagement est défini à l'article 2 et 52.7 du CCAG- Travaux et précisé dans les dispositions ci-après.

En cas de groupement conjoint, la solidarité du mandataire du groupement vis-à-vis des autres cotraitants et de chaque cotraitant au sein d'un éventuel sous groupement solidaire, est une solidarité parfaite.

En souscrivant à l'engagement de solidarité, le mandataire se porte garant de la totalité des prestations couvrant l'ensemble des travaux du groupement.

En groupement, seul le mandataire du groupement a qualité pour s'adresser au Maître d'ouvrage et à ses représentants. Tout acte adressé par un autre cotraitant directement au Maître d'ouvrage ou à ses représentants pourra être considéré par celui-ci à tout moment comme nul et non avenu sauf si une délégation dûment acceptée par le Maître d'ouvrage a été établie à cet effet par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la nature du groupement, les principales missions du mandataire du groupement sont les suivantes :

Le mandataire du groupement, dans le cadre de la nature et de l'assiette des prestations qui lui sont dévolues :

- représente l'ensemble des cotraitants jusqu'à la date d'expiration des délais de garantie ;
- reçoit du Maître d'Ouvrage toute notification, instruction, notes, plans, ordres de service, etc. et assure immédiatement leur transmission avec les directives appropriées aux cotraitants ou intéressés ;
- assure sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement ;
- prépare les dossiers, remet officiellement au Maître d'ouvrage les documents du groupement liés aux différentes phases d'étude et de réalisation en vue de leur approbation ;
- centralise et présente au Maître d'ouvrage les états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différends ;
- transmet au Maître d'ouvrage après analyse et avis pour information, toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un membre ;
- transmet au Maître d'œuvre les documents d'étude et les plans d'exécution des ouvrages des membres pour approbation ou visa ;
- transmet au Maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres ;
- communique les contrats de sous-traitance des membres à la demande du Maître d'Ouvrage ;
- transmet en temps voulu toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles ;
- représente chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec le Maître de d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage ;
- gère et arbitre la répartition des pénalités au sein du groupement, et transmet au Maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités sont appliquées en totalité au mandataire.

6.2 Cotraitants

Chaque membre du groupement devra :

- désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier ;
- fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage, tout document prévu au Marché du groupement ;
- faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont attributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi ;
- respecter en cas de sous-traitance, la loi du 31.12.1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission au Maître d'Ouvrage.

6.3 Sous-traitance

Le Titulaire d'un marché public de travaux est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines des prestations de son marché public.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le Titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux torts du Titulaire du marché public (article 50.3 du CCAG travaux).

Le Titulaire doit fournir :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant

Le montant maximum en HT des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant. Il doit être précisé les éléments suivants : la TVA est due par le preneur assujetti, la mention « autoliquidation ».

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder à la commande publique
- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve (liste non exhaustive) :

- a) que la demande en soit faite par le Titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le Titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.
- c) que le sous-traitant réponde aux critères de candidatures tels que mentionnés dans le règlement de consultation. Le Titulaire assume le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur tant en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs qu'en matière de réglementation du droit du travail, sur les chantiers.

Il devra s'assurer que ses entreprises sous-traitantes respectent les obligations réglementaires. Notamment, le Titulaire procède tous les six mois aux vérifications prévues par l'article L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du Code du travail. En outre, pour les sous-traitants établis à l'étranger, le Titulaire vérifie :

- que les salariés détachés par cette entreprise sont bien autorisés à travailler en France, (article L.5221-8 à L.8251-1 du Code du Travail),
- que l'entreprise a procédé à une déclaration préalable de détachement temporaire auprès de l'Inspection du Travail (formulaire A1),
- que l'entreprise a procédé à la déclaration d'hébergement collectif auprès de la Préfecture (Loi n°73-548 du 27 juin 1973).

Le Maître d'ouvrage notifiera uniquement au Titulaire l'acte spécial par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux.

Le défaut de communication, dans les 15 (quinze) jours, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles au Maître d'ouvrage, expose le Titulaire à une pénalité journalière de 1/1000 du montant HT du marché public (article 3.6.1.5 du CCAG Travaux).

Passé le délai d'un mois, le Titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

6.4 Ordre de service

L'ordre de service est la décision par laquelle le maître d'œuvre précise à l'entreprise les modalités d'exécution des travaux et prestations prévues par son marché.

Cette décision peut être une précision, un ordre ou contenir une injonction valant alors mise en demeure de l'entreprise.

Tous les ordres de service émis par le maître d'œuvre sont, par principe, exécutoires et signés par le maître d'œuvre seul.

Toutefois, lorsqu'un ordre de service :

- Implique un engagement financier pour le maître d'ouvrage
- Ordonne la suspension (ajournement) des travaux
- Porte sur une demande de prestations supplémentaires, une modification du programme initial ou du projet ou notifie un prix nouveau à l'entrepreneur pour les ouvrages ou travaux non prévus
- Est susceptible de modifier les dispositions contractuelles
- Notifie la date de commencement des travaux
- Modifie la masse des travaux ou l'importance des diverses natures d'ouvrage
- Et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions du marché de travaux,

L'ordre de service est alors émis avec l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage et fera apparaître l'évaluation des travaux, le délai modificatif accordé à cet effet et les conditions de règlement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, les Entrepreneurs disposent d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître par écrit leurs observations éventuelles sur un ordre de service.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DU TITULAIRE :

7.1 Obligation de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglement, dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces, et propose des actions pour les réduire.

7.2 Obligation d'information

Le Titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Si une modification intervient à une norme ou à un règlement après la notification du marché, il appartient au titulaire, sous sa seule responsabilité, d'en informer le maître d'œuvre, par écrit, éventuellement avec accusé de réception (ou sur le compte rendu de chantier). Il devra indiquer les conséquences techniques et financières résultant de cette modification. Le maître d'œuvre soumettra la proposition, avec éventuellement l'avis motivé du bureau de contrôle, au maître d'ouvrage, qui prendra la décision nécessaire. Si cette décision est négative, l'installateur devra en demander notification par écrit.

7.3 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Le marché est soumis à une obligation de confidentialité et à des mesures de sécurité conformément aux articles 5.1 et 5.3 du CCAG-travaux.

Le Titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

7.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG :

7.4.1 – principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

Les prestations du titulaire devront comprendre l'ensemble des travaux et fournitures nécessaires à la réalisation conformément aux règles de l'art et réglementations en vigueur. Le titulaire ne pourra en aucun cas modifier son prix forfaitaire au prétexte d'une définition insuffisante des travaux.

7.4.2 – autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Dans ce cadre, il est prévu l'obligation suivante : l'entreprise s'engage, de par ses compétences et son expérience, à mettre en œuvre et maintenir par tout moyen l'ensemble des dispositions et dispositifs de sécurité liés à l'exécution des travaux.

Le Titulaire communique directement au coordonnateur SPS. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le présent C.C.A.P.

Le Titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le Titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

7.4.3 - obligations du Titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

7.4.4 - locaux pour le personnel

Des locaux seront mis à disposition.

Les sanitaires publics seront mis à disposition.

L'accès aux locaux du personnel sera assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

7.5 Obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ces obligations, le Titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 17.

- Obligation de moyens :

Le Titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les travaux confiés et atteindre les objectifs de résultats.

- Moyens matériels :

Pour effectuer sa mission, le Titulaire met en œuvre les moyens matériels (fournitures, outillage, équipements) nécessaires à la parfaite exécution des travaux et prend à sa charge tous les frais logistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

- Moyens humains :

Pour effectuer sa mission, le Titulaire met en œuvre les moyens humains nécessaires à la parfaite exécution des travaux. Le Titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations. Le personnel du Titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

7.6 Conditions sanitaires face à la pandémie de covid-19

Sans objet.

7.7 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le Titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou

tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

ARTICLE 8 : CALENDRIER D'EXECUTION

8.1 Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution s'insèrent dans le délai d'ensemble fixé à l'article 3.2 du présent CCAP, conformément au planning prévisionnel du CCTP.

Le Titulaire du marché établit un planning prévisionnel détaillé d'exécution qu'il remet dans son offre.

8.2 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré en concertation avec le Titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité ci-dessus.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages et indique en outre pour chacune des phases :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du Titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage et notifié aux entreprises.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet du terme de la période de préparation.

Au cours du chantier et après concertation avec le Titulaire et le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 17.2 du CCAG Travaux.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, doit être approuvé et signé par le Titulaire du marché public. Il est notifié par ordre de service à ce dernier par le Maître d'ouvrage.

8.3 Prolongation des délais d'exécution

En complément de l'article 18.2 du CCAG Travaux, sur justifications du Titulaire des prolongations de délais pourront lui être accordées par ordre de service ou avenant, dans les cas mentionnés ci-après :

- Décision du Maître d'Ouvrage de prolonger le délai contractuel, notifiée par ordre de service suivant les dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux,
- Cas de force majeure et grève à caractère national ou majeur,
- Décisions judiciaires ou administratives auxquelles les parties ne peuvent se soustraire affectant le déroulement du chantier et pour lesquelles la responsabilité du Titulaire ne serait engagée d'aucune manière,
- Evénements exceptionnels et imprévisibles,
- En cas de retard dans la mise à disposition des ouvrages ou la libération des emprises due par le Maître d'ouvrage.

Seules les journées prises en compte par la Caisse des Congés Payés (chômage, intempéries), après visa du Maître d'ouvrage, pourront être retenues par le Maître d'ouvrage.

9 : CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

9.1 Caractéristiques des matériaux

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le Titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

9.2 Dérogations aux normes

Conformément à l'article 23.4 du CCAG travaux, il sera dérogé aux stipulations des normes chaque fois que les contraintes de l'édifice l'imposeront.

9.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché.

ARTICLE 10 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

10.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Le marché contient une période de préparation fixée à huit (8) semaines à compter de la notification du marché, valant ouverture de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le titulaire, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées dans les articles précédents.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du Maître d'ouvrage, par les soins du Titulaire.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

10.2 Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa des Maîtres d'œuvre et du Maître d'ouvrage avant tout début d'exécution.

Le Maître d'ouvrage doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Le Titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le Maître de l'ouvrage.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

10.3 Installation et organisation du chantier

Le Titulaire aura à sa charge les éventuelles installations particulières de chantier spécifique à son marché.

Le Titulaire aura à sa charge les installations générales de chantier (se référer au CCTP).

Il devra également se référer aux prescriptions de la Maîtrise d'ouvrage concernant les installations de chantier qui lui seront transmises lors du démarrage de l'opération.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier sont entièrement à la charge du Titulaire responsable.

10.4 Echantillons – notices techniques – procès-verbal d'agrément :

Le Titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

10.5 Direction des travaux

La direction des travaux est assurée par le Maître d'œuvre. Elle est chargée du contrôle des ouvrages. Elle a seule les qualités pour interpréter les plans et devis.

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux ordres du Maître d'œuvre.

Le Titulaire et le Maître d'œuvre s'interdisent de se prévaloir de toutes communications verbales qui ne seraient pas confirmées par écrit.

Le Titulaire doit faciliter les visites et investigations que le Maître d'œuvre estime nécessaires pour que les travaux soient conformes aux dispositions du marché et aux règles de l'art.

10.6 Réunions de chantier

Une réunion de chantier aura lieu au jour et à l'heure fixée par le maître d'œuvre.

L'objet de la réunion de chantier est de réaliser les tâches de la mission de Direction de l'exécution des contrats de travaux qui nécessitent la présence des entreprises.

La réunion de chantier n'a pas vocation à régler les problèmes d'ordonnancement, pilotage et coordination, qui doivent être réglés par l'entreprise titulaire.

Obligation est faite à l'entreprise titulaire du marché d'être représentée par une personne habilitée à prendre les mesures décidées en réunion de chantier. L'absence à la réunion de chantier est passible de la pénalité stipulée à l'article 17.3 du CCAP. Le représentant du titulaire devra pouvoir engager son entreprise et donner sur le champ des ordres nécessaires aux agents de son entreprises sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heure fixées par le maître d'œuvre.

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

La présence du Titulaire aux rendez-vous de chantier et aux coordinations étant indispensables, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, constitue une faute contractuelle. La mention de l'absence du titulaire sera portée sur le compte-rendu de chantier, visé ci-après sans préjudice des pénalités citées à l'article 17 du présent CCAP et de l'engagement de sa responsabilité pour tout dommages en résultant.

La liste des personnes devant représenter le titulaire sera soumise, pendant la période de préparation, à la maîtrise d'œuvre.

Les frais de reprographie et la diffusion des documents d'exécution émanant du titulaire sont à sa charge.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu diffusé par le maître d'œuvre par voie électronique dans les 5 (cinq) jours calendaires suivant la réunion. Les entreprises disposent de sept jours calendaires pour faire des observations sur le compte-rendu, faute de quoi il est réputé validé.

10.7 Communications et échanges de documents

Les communications se font en personne, par téléphone ou par courrier électronique. Chaque intervenant sur le chantier est tenu d'avoir un compte de courrier électronique et de le vérifier régulièrement. Le fax n'est pas utilisé.

Certains documents pourront être stockés en ligne par un système de type Dropbox ou similaire afin d'être accessible aux différents acteurs du chantier.

10.8 Déroulement du chantier

Les périodes de congés, vacances annuelles et saisonnières ne pourront justifier une diminution des moyens en personnel et matériel mis en œuvre par l'entreprise.

Le Titulaire s'engage à maintenir sur le chantier, pendant la durée des travaux, un effectif compatible avec le programme d'avancement.

Le Titulaire est tenu d'organiser son chantier suivant les nécessités, les règles de l'art, et les règlements en vigueur.

Notamment, il devra maintenir sur ses chantiers le personnel et le matériel nécessaires à l'exécution des prestations confiées. Il devra assurer la police de son chantier et son gardiennage.

Le Maître d'ouvrage, pourra exiger les modifications d'organisation qu'il jugera nécessaires pour le respect des règlements, lois et délais.

10.9 Modifications en cours de chantier

Toute demande de modification par rapport aux pièces du marché, qu'elle provienne du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, doit faire l'objet d'une transmission pour approbation au maître d'œuvre. Si elle provient du maître d'ouvrage, elle doit être approuvée par écrit par le maître d'œuvre.

Toute modification est réputée comprise dans le prix global et forfaitaire. Si l'entreprise estime que la modification doit entraîner une augmentation du prix du marché, il le signale sur la fiche modificative. Toute augmentation du montant du marché fait l'objet de l'accord explicite écrit du maître d'ouvrage. Les devis pour travaux supplémentaires doivent être soumis par écrit au maître d'œuvre qui les remettra, assorti de son avis, au maître d'ouvrage. Ils feront l'objet d'un avenant éventuel.

10.10 *Permis feu*

Le Titulaire est tenu de demander au maître d'œuvre la délivrance d'un permis feu à établir en (3) exemplaires, dont un est destiné au responsable sécurité du site.

- Ce permis sera à demander à chaque fois que nécessaire.
- Par ailleurs, les règles suivantes devront impérativement être suivies sur ce chantier :
- Cigarette interdite sur le chantier.
- Les travaux avec points chauds et source de feu sont exclusivement réalisés le matin.
- Contrôle des points chauds 2H avant chaque départ du chantier à l'aide de détecteur thermique.
- Pas de réseaux électriques à proximité des éléments combustibles.
- Remplissage des réservoirs d'essence des matériels uniquement au sol dans l'enceinte du chantier (et non aux postes de travail sur l'échafaudage).
- Contrôle électrique des installations Base Vie et Chantier à faire très régulièrement
- Stockage bouteille de gaz interdit.
- Les extincteurs adaptés aux types de travaux doivent être à côté du poste de travail.
- Coupure chaque soir du réseaux Elec sur le chantier.

10.11 *Personnel de chantier*

Les représentants du maître d'ouvrage se réservent le droit d'interdire l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne leur paraissant pas présenter les qualités nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations ou si elles ne respectent pas les obligations dont il est fait état au présent article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de fumer sur l'ensemble du site,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments.

10.12 *Protection de chantier*

Jusqu'à la réception des travaux, le Titulaire a la garde du (des) ouvrage(s). Jusqu'à la réception des travaux, le Titulaire doit, au titre de la garde du (des) ouvrage(s), protéger ses matériaux et son (ses) ouvrage(s) contre les risques de vol et de détournement, et contre les risques de détérioration.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, le Titulaire doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrage(s) des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ladite obligation.

Ainsi, le Titulaire doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages jusqu'à la date de réception par le Maître d'ouvrage. En particulier pour tous les ouvrages livrés et mis en œuvre dans leur aspect "fini" les entreprises devront mettre en place des protections appropriées selon les conditions de mise en œuvre, l'échelonnement des tâches, et la fragilité relative des composants.

Les ouvrages fragiles ou susceptibles d'être détériorés par la suite des travaux comporteront des protections appropriées à leur nature et aux travaux à réaliser.

Ces protections seront déposées en fin de chantier par chaque entrepreneur concerné en coordination avec les opérations de finition et de nettoyage.

En conséquence, le Titulaire doit réparer ou remplacer à ses frais tout ouvrage endommagé quelle qu'en soit la cause, sauf recours contre un tiers reconnu responsable. En tout état de cause le Maître d'ouvrage sera étranger à toutes contestations et répartitions des dépenses.

Au-delà de la date de réception, tout Titulaire dont les travaux ont fait l'objet de réserves, sera responsable de tout dommage à l'ouvrage quel qu'en soit la cause, jusqu'à la levée de celles-ci.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable au Maître d'ouvrage, le Titulaire doit protéger ses ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage, et cela jusqu'à la date de livraison réserves levées.

ARTICLE 11 : TRAVAIL ILLEGAL – TRAVAIL DISSIMULE

En application des dispositions du code du travail relatives à la lutte contre le travail illégal et le travail dissimulé, Le Titulaire doit remettre au maître d'ouvrage les pièces prévues aux Articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Il est rappelé que ces pièces doivent être produites dans l'offre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution.

En outre, le Titulaire devra obligatoirement réclamer les pièces susvisées à l'égard de toute entreprise sous-traitante intervenant sur le chantier. Il s'engage à justifier de cette obligation à première demande du Maître d'ouvrage. A défaut d'exécution par le Titulaire de l'une des obligations susvisées, et 7 jours après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'ouvrage pourra prononcer la résiliation du marché à l'égard du Titulaire n'ayant pas justifié être en règle à l'égard des règles susvisées et ce, sans que le Titulaire puisse réclamer des indemnités au Maître d'ouvrage à quelque titre que ce soit.

Il est bien entendu entre les parties contractantes que le paiement des situations de travaux est subordonné à la production de ces pièces.

Carte d'identité professionnelle :

Les ouvriers intervenant sur le chantier seront identifiables par le port d'une carte d'identification professionnelle conformément au décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Le Titulaire fournit une carte d'identification professionnelle à chacun de ses employés sur le chantier mentionnant le nom du Titulaire employeur sur le chantier, le nom, le prénom et la photo du porteur de carte. Sous sa responsabilité, le Titulaire fait établir des cartes d'identification professionnelle par chacun de ses sous-traitants, pour chaque salarié de ses sous-traitants intervenant sur le chantier.

Le Titulaire s'engage à faire porter de façon visible ces cartes d'identification. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à établir et à tenir à jour, les listes des personnels sur le chantier et à communiquer à la maîtrise d'œuvre cette liste après chaque mise à jour. Le non-respect par le Titulaire des obligations fixées par le présent paragraphe est sanctionné dans les conditions fixées notamment aux articles 17 et 22 du présent CCAP.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

12.1 Gestion des déchets de chantier, nettoyage

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du Titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. Le Titulaire doit notamment remettre au Maître d'ouvrage les preuves d'acheminement et d'évacuation en décharge de classe appropriée des déchets concernés.

12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception des travaux, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront exécutées aux frais du Titulaire après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice de la pénalité par jour de retard prévue dans les articles précédents.

Le Maître d'Ouvrage pourra demander au Titulaire de maintenir toute ou partie des installations de chantier, au-delà du délai contractuel du marché, pour les mettre à disposition d'autres entreprises. Les modalités de règlements seront alors fixées d'un commun accord entre toutes les parties, sur la base des prix unitaires ou forfaitaires indiqués à la DPGF du marché.

12.3 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d'œuvre, conformément à l'article 24 du CCAG Travaux, les contrôles suivants seront effectués :

Essais et contrôles :

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les dispositions de l'article 9 du présent CCAP relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

Par dérogation au 2ème alinéa de l'article 38 du CCAG Travaux, si le maître d'œuvre avec l'accord du Maître d'ouvrage, prescrit pour les ouvrages, d'autres essais et ou contrôles que ceux prévus au marché, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si les résultats se trouvent favorables au titulaire, et à la charge de l'entreprise dans le cas contraire.

Vérification technique :

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques leur incombant aux termes de la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

En particulier, ils doivent, pendant la période de préparation, définir leur programme de contrôle interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

12.4 Contrôles et vérifications à l'achèvement des travaux

L'entrepreneur signalera en temps utile au maître d'œuvre que les installations, objet de la présente spécificité technique, peuvent être mises en service et ont été dûment vérifiées par lui. Ces vérifications pourront être exécutées à l'aide du courant disponible sur le chantier. Il sera fait appel, si nécessaire, au distributeur d'énergie électrique.

L'entrepreneur mettra à la disposition du maître d'œuvre les appareils de mesure et le personnel nécessaire aux essais.

Le procès-verbal relatant les résultats sera établi par le maître d'œuvre et signé par l'entrepreneur. Le maître d'œuvre interviendra par sondage pour s'assurer que ces vérifications sont bien satisfaisantes.

12.5 Documents à fournir après exécution

Comme stipulé à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- Dans un délai d'un (1) mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) doit contenir :

- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Les notices de fonctionnement,
- Les prescriptions de maintenance.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) doit contenir :

- Les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont fournis en quatre exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ; s'ils sont fournis sous forme électronique, ils sont conformes au format et aux caractéristiques définis par le marché.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Les consignes détaillées de fonctionnement des installations permettant à la personne morale chargée de la maintenance d'intervenir sans erreur ni omission, ainsi que les garanties sur les différents matériels mis en œuvre.
- L'état des interventions obligatoires à prévoir dans le contrat de maintenance avec leur périodicité.
- Les documentations techniques des matériels proposés.

Avant réception, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre les documents mentionnés pour la « Constitution du Dossier des Ouvrages Exécutés ».

ARTICLE 13 : RECEPTION DES TRAVAUX

Lors de la réception, pour laquelle le maître d'œuvre apportera son concours au maître d'ouvrage, il sera procédé aux opérations suivantes :

- Récolement contradictoire du matériel pour vérifier que la fourniture est conforme aux spécifications du marché et aux plans visés par le maître d'œuvre.
- Remise du procès-verbal des essais.
- Remise de la notice de fonctionnement. Ces documents seront visés par le bureau de contrôle.

Si les conditions ci-dessus sont réalisées, les installations seront réputées avoir rempli les engagements, elles seront remises au maître d'ouvrage aux termes de l'article 1601-2 du Code Civil.

13.1 Réception partielle et constat d'achèvement des travaux

Le marché ne donnera lieu à aucune réception partielle. Toutefois, préalablement à l'organisation des opérations préalables à la réception des travaux, un état des lieux sera effectué en présence de la Maîtrise d'Œuvre pour constater la finition des travaux de nettoyage à la fin des travaux.

13.2 Dispositions applicables à la réception

La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG travaux.

13.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

ARTICLE 14 : PRIX

14.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux le cas échéant, indiquent la répartition des paiements respectifs :

- Au Titulaire,
- Aux sous-traitants,
- Aux cotraitants (en cas de groupement conjoint).

14.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Le marché est traité à prix définitif et révisable. Le prix est global et forfaitaire.

14.3 Répartition des dépenses communes de chantier

14.3.1 – Principe

Le Maître de l'ouvrage ne s'immiscera d'aucune manière dans la gestion des dépenses de chantier.

14.3.2 – Dépenses d'investissement

Les dépenses sont définies à la fois, dans le CCTP et dans le Plan Général de la Coordination et sont réputées rémunérées par les prix du marché public avec le Titulaire.

14.3.3 – Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées dans les documents techniques contractuels sont réputées rémunérées par les prix du marché.

14.4 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations y compris les frais annexes (reproduction, frais de déplacement, etc.). Ils comprennent également les frais généraux, assurances, impôts et taxes et sont réputés assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les dépenses résultant de l'action de coordination des cotraitants du mandataire sont réputées couvertes par les prix du marché.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

L'entreprise ne pourra pas faire valoir un quelconque préjudice sur des modifications de phasages.

En plus des dépenses mentionnées à l'article 10.1 du CCAG travaux, les prix tiennent compte notamment :

- de toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché et notamment de l'exécution fractionnée des travaux, en site urbain dense, pouvant impliquer des sujétions sur le mode d'exécution et des travaux sur le site en exploitation.
- de la coordination nécessaire avec les entreprises tierces du chantier et en interaction avec le Titulaire, ainsi que des contraintes de phasage de travaux pouvant en résulter, en particulier de la possibilité pour certaines phases de travaux de se dérouler en travail de jour en poste du matin ou du soir, ou même de nuit ou en horaire décalé, notamment toutes les fois que le respect du planning ou les contraintes l'imposent,
- de toutes les prestations de manutention, transport, stockage ou reprise intermédiaire des fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation,
- des sujétions imposées (mise à disposition des personnels, matériels et outillages nécessaires) par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par les entrepreneurs, le Maître d'ouvrage, ou un organisme extérieur mandaté par le Maître d'Ouvrage,
- des frais liés aux cessions, licences et autorisations nécessaires pour l'utilisation de brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, nécessité par la réalisation du présent marché,
- des sujétions afférentes à la complète garde de l'ouvrage, à la garde des équipements (de toutes natures) intégrés à l'ouvrage, à la garde des équipements tiers mis à disposition du Titulaire, à la garde des équipements ou composants d'autres entreprises installés ou stockés provisoirement dans le périmètre de l'ouvrage.
- des sujétions dues aux journées d'intempéries prévisibles,
- des sujétions afférentes aux installations de chantier,
- les installations et le repliement de chantier nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché,
- des sujétions afférentes à la garde complète des ouvrages durant les périodes de mise à disposition stipulées au présent CCAP,
- des exigences du contrôleur technique et du coordonnateur SPS,
- de toutes les prestations de manutention, reprises, transport, stockage intermédiaire des fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation.
- des sujétions imposées (mise à disposition des personnels, matériels et outillages nécessaires) par la réalisation des mesures, essais et contrôles, que ces opérations soient assurées par le Titulaire, par un organisme extérieur mandaté assistant du Maître d'ouvrage.
- de la gestion administrative, du transport et du stockage, après tri et traitement éventuel de déchets inertes ou de la mise en décharge de déchets ultimes, sachant que l'obtention d'un lieu de décharge et toutes les contraintes s'y attachant (frais de décharge, taxes, éloignement, ...) sont à la charge du Titulaire.

- des travaux ou des prestations complémentaires qui découleraient des remarques du Contrôleur technique et des visas de la Maitrise d'œuvre sur les documents d'exécution remis par l'entreprise
- des sujétions dues à la présence d'autres corps d'états sur le site ;
- des dépenses d'installation de chantier, de gestion et d'encadrement dus à des retards de chantier
- des sujétions dues aux arrêts éventuels de chantier qui seraient consécutifs d'une gêne à l'activité du site
- des frais de protection des ouvrages existants
- des frais de réfection des ouvrages défectueux constatés par le Maître d'ouvrage

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix portés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du Titulaire s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le Titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché public).
- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché public.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le Titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

14.5 Révision du prix

Le marché public est conclu à prix définitifs et révisables ; suivant les modalités décrites au présent article.

Les prix initiaux du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre ; ce mois est appelé "mois zéro ou m0". En cas de négociation, ce mois est celui de la remise de l'offre finale du titulaire en application de l'article 9.4 du CCAG/Travaux. Dans tous les cas, la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire est considérée comme le mois "mois zéro ou m0".

La révision des prix est appliquée sur l'acompte mensuel à régler au titulaire dans les conditions fixées aux articles 16.1 et 16.3 du présent CCAP.

Conformément à l'article 12.2.1.e) du CCAG travaux, à partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir l'effet de la révision des prix.

La révision des prix est calculée par l'application au prix initial du marché, d'un coefficient donné par la formule :

$$Pr = P0 \times [(I)m/(I)m0]$$

Dans laquelle :

- Pr = Prix révisé ;
- P0 = Prix initial du marché au mois zéro ou m0;
- I = Index de référence « I » choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du présent marché public. Les chiffres/nombres multipliés à l'index représentent sa proportion dans le prix ;
- Im = Valeur de l'index de référence au mois de révision des prix ;
- Im0 = Valeur de l'index de référence du mois zéro ou m0.

L'application de cette formule est la suivante :

Prestations	Index	Formule de révision des prix
Rénovation-entretien tous corps d'état	BT50	$Pr = P0 \times [(BT50)m/(BT50)m0]$

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué avec au maximum trois décimales et par arrondissement au millième supérieur.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Les index de référence I sont publiés sur le site www.lemoniteur.fr du Moniteur des Travaux Publics et/ou sur le site www.insee.fr de l'institut national de la statistique et des études économiques

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, l'effet de la révision de prix est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients publiés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

L'effet définitif de la révision est déterminé lors de l'établissement de l'état d'acompte qui suit la parution de la valeur définitive des index concernés.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Clause d'indexation :

Suite à la révision, si l'augmentation des prix, considérée sur la durée totale du marché, excède 2% du montant initial du marché, l'Institut de France se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans indemnisation pour le titulaire.

14.6 Sous détail des prix

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au Titulaire pendant la durée du marché public, tous les sous détails de prix figurant dans la DPGF aux fins d'analyse de devis de travaux modificatifs ou supplémentaires. L'entreprise a alors un délai de vingt (20) jours calendaires à partir de la demande, pour fournir ces sous détails. Le refus de production de ces sous détails expose le Titulaire à une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard et fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

14.7 Travaux modificatifs

Si des travaux ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient le programme du projet, la modification du prix global et forfaitaire correspondante est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus

ou en moins, les prix unitaires ou forfaitaires résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

En cas d'impossibilité d'assimilation des travaux modificatifs à la DPGF, il sera préparé par le Titulaire un bordereau de prix forfaitaires complémentaires établi par assimilation aux ouvrages les plus analogues du marché public. Ce bordereau sera soumis à l'acceptation du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire par écrit à fin de conclure un avenant.

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques du mois de notification du marché.

Les présentes dispositions n'ont pas pour effet de déroger en quoi que ce soit aux dispositions des articles 15, 16 et 17 du CCAG Travaux.

Tout travail exécuté sans ordre de service sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du forfait.

Le Titulaire est tenu de produire, sans incidence financière et sans allongement du délai d'exécution, tous les devis, études, détails de prix, sous-détails qui lui seront demandés par le Maître de l'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage fixe la forme sous laquelle ces études et devis doivent être présentés. Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

Ces études et devis seront transmis au maître d'œuvre en une seule fois et sous une forme complète.

En même temps que le devis, le Titulaire indiquera soit le délai dont dispose le Maître d'ouvrage pour notifier l'ordre de service sans qu'il y ait d'incidence sur le planning, soit l'incidence non critique ou critique sur le planning.

Toute demande de modification par rapport aux pièces du marché, qu'elle provienne du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, doit faire l'objet d'une fiche modificative selon le modèle donné dans l'annexe 5 du présent chapitre. Si elle provient du maître d'ouvrage, elle doit être approuvée par écrit par le maître d'œuvre.

Toute modification est réputée comprise dans le prix global et forfaitaire. Si l'entreprise estime que la modification doit entraîner une augmentation du prix du marché, il le signale sur la fiche modificative. Toute augmentation du montant du marché faire l'objet de l'accord explicite écrit du maître d'ouvrage. Les devis pour travaux supplémentaires doivent être soumis par écrit au maître d'œuvre qui les remettra, assorti de son avis, au maître d'ouvrage. Ils feront l'objet d'un avenant éventuel.

14.8 Prestations fournies par le maître d'œuvre

Le Maître d'Ouvrage fournira gratuitement l'eau et l'électricité nécessaires à la réalisation de l'opération.

Cependant les études, les travaux, les installations de toute nature, leur location, leur entretien et les coûts de branchement et de raccordement sur les réseaux du site restent à la charge de l'entreprise Titulaire.

ARTICLE 15 : AVANCE ET GARANTIE FINANCIERE

15.1 Avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire à l'acte d'engagement, une avance est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du CCP et à l'article 10.1 du CCAG Travaux concernant l'option B.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial TTC du marché. Le montant de l'avance ne peut être actualisé.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, il est appliqué les dispositions de l'article R 2191-7 1° du Code de la commande publique disposant que lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte.

15.2 Garanties financières

15.2.1 – Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 %, augmenté du montant des modifications éventuellement intervenues en cours d'exécution dans les conditions prévues aux articles R2192-32 et suivants du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du Titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique.

Le Maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au nb de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché public ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

15.2.2 – Garantie de parfait achèvement

L'ensemble des garanties contractuelles prend effet à compter de la réception du marché.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux. Pendant cette durée, l'entreprise devra à ses frais le remplacement de tout ouvrage présentant des malfaçons ou défaut de conformité en regard des exigences des règles de l'art ou des prescriptions au cahier des charges. Les frais de déplacement et de main d'œuvre seront également à la charge de l'entreprise.

Si à l'expiration des délais de garantie, le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le Titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

Lorsque pendant le délai des garanties, la constatation d'avaries indique un vice général de la qualité concernant les matières premières, la fabrication des éléments d'équipement ou les travaux, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire reprendre, aux frais du Titulaire, tout ou partie des ouvrages ou équipements incriminés.

Pendant la période de garantie le Titulaire doit intervenir afin de remédier aux désordres dans les conditions suivantes :

- Si le désordre est de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux, Le Titulaire sera prévenu par appel téléphonique, télécopie ou mails et devra intervenir immédiatement. Une confirmation par le Maître d'ouvrage sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Si le désordre n'est pas de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux le Titulaire prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception aura un délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre pour intervenir.
- Dans le cas où le Titulaire n'a pas satisfait à ses obligations concernant les réfections, ou remises en état etc... le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux frais risques et périls du Titulaire défaillant, le tout en application des dispositions de l'article 1792-6 alinéa 4 du Code civil.

Le Titulaire s'engage à intervenir sous 24 heures pour remédier aux défauts, malfaçons, imperfections diverses qui engendrent un trouble de jouissance, un usage anormal de l'opération, ou risque relatif à la sécurité des personnes ou à la stabilité de l'ouvrage, qui lui seront notifiés par le Maître d'ouvrage soit :

- par courriel,
- par appel téléphonique,
- suivi de confirmation écrite, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai, le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux aux frais, risques et périls du Titulaire dans les conditions de l'article 1792-6 alinéa 4 du code civil. Lequel n'aura pas la faculté de contester le coût des travaux effectués pour son compte.

15.2.3 – Garantie

Durant cette période, et conformément à la législation, il est rappelé au Titulaire qu'il est tenu de remédier par ses propres moyens à tous désordres ou anomalies de la réalisation de ses travaux.

ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

16.1 Règlements des travaux et des prestations

Le CCTP précise les prestations à réaliser ainsi que les modalités de réalisation.

Ces prestations sont rémunérées par un prix forfaitaire dont le détail est précisé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques du mois de notification du marché.

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées à l'avancement et sur service fait.

Le Titulaire fournira mensuellement un tableau où figureront en colonne, les numéros, libellés et valeur des prix y compris les prix provisoires, les quantités et montants valorisés pour chaque mois passé et pour le mois en cours, ainsi que les quantités et montants cumulés jusqu'au mois en cours.

Seules les modifications ayant reçues l'accord du Maître d'ouvrage feront l'objet par le Titulaire des corrections correspondantes sur les plans d'exécution.

16.2 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

16.3 Décomptes et acomptes provisoires

Les prestations ayant donné lieu à commencement d'exécution pourront donner lieu à la présentation d'acomptes de la part du Titulaire.

À la fin de chaque mois, l'entreprise remet au maître d'œuvre son projet de décompte.

Dans ce cas, la situation, établie par le Titulaire, est vérifiée, puis acceptée ou rectifiée en fonction du pourcentage d'avancement des travaux par le Maître d'œuvre puis transmise au Maître d'ouvrage aux fins de règlement, éventuellement assorti de ses observations. Conformément à l'article 12.1.9 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire ; le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Le délai de vérification par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel du Titulaire et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte mensuel ou du récépissé de remise.

Les projets de décompte seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux et seront transmis par le Titulaire au Maître d'œuvre par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandatements déjà effectués.

Viendront en déduction :

- La retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- Eventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui sera remis au Titulaire lors de la première réunion de chantier.

16.4 Décompte final

A la fin des travaux, le Titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

Le Titulaire adresse son projet de décompte final au Maître d'œuvre, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le Titulaire ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dans les conditions prévues à l'article 12.5 du présent CCAP et d'avoir levé toutes les réserves indiquées dans le PV de réception notifié par le Maître d'ouvrage.

Le projet de situation finale, établi par le Titulaire, est accepté ou rectifié par la maîtrise d'œuvre et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le Maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du Titulaire. Ce décompte final est alors notifié au Titulaire avec le décompte général.

16.5 Décompte général

Le Maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;

- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde ;
- Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le Maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au Maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 12.4.2. du CCAG Travaux.

Le projet de décompte général est signé par le Maître d'ouvrage et devient alors le décompte général. Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante-cinq jours à compter de la réception par le Maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise ;
- Trente jours après la publication de l'index de référence permettant l'actualisation du solde.

16.6 Décompte général et définitif

Dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le Titulaire envoie au Maître d'ouvrage, ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le Titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché public. La date de sa notification au Maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le Titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le Titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le Titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG Travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 55.3.2. Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le Titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 55.1.2, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 55.1.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Si les réserves sont partielles, le Titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le Maître d'ouvrage ne notifie pas au Titulaire le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au Titulaire du décompte général signé par le Maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le Titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au Titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le Titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1. du CCAG travaux.

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par le Titulaire sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 12.3.1 du CCAG Travaux;
- du projet d'état du solde, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au Maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant des sommes réclamées comme indiqué à l'article 55.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par le Maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché public.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

16.7 Paiement

Les délais dont dispose le Maître d'Ouvrage pour effectuer les paiements des acomptes et du solde sont de trente (30) jours comptés à partir :

- de la date de réception de la demande de paiement mensuel par le Maître d'ouvrage,
- dans les conditions des articles 12.4.3 ou 12.4.4 du CCAG travaux pour le décompte de solde du marché .

La date de départ de ces délais est fixée à la date de réception apposée sur le projet de décompte lors de sa remise au Maître d'ouvrage.

Le délai de paiement effectif sera compté jusqu'à la date du débit de la somme due sur le compte du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux, le membre du groupement ou le mandataire joint la copie des factures du ou des sous-traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins.

La transmission des factures s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La transmission électronique est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique dans le respect du calendrier défini par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014. Les factures comporteront les informations suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et éventuel avenant ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la nature de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de la prestation ou de réception du livrable ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant TTC des prestations exécutées.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux

- effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter obligatoirement les informations suivantes :

- le n° marché : M25/6-007;
- l'imputation budgétaire; PIMM_MH_AMGINT ;
- le numéro d'engagement : transmis après notification ;
- le code de service : Budget annexe des fondations : FONDATIONS ;
- le numéro SIRET de l'Institut de France (identification): 18004404200018.

16.8 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les intérêts moratoires appliqués aux avances, acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde diminué de la retenue de garantie.

L'attention du Titulaire du marché public est appelée sur les retards de paiement générés par son fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire :
 - modification de la raison sociale ;
 - modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
 - retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
 - modification des prix...
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché public non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Tous les motifs de retard imputables au Titulaire du marché public suspendront de plein droit le délai de paiement.

16.9 Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'un avenant, 10 jours au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra son leur montant contractuel. Par ailleurs, par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, l'augmentation maximale limite définie pour les marchés forfaitaires est fixée à 15% du montant initial du marché.

Les autres dispositions de l'article 14.4 du CCAG s'appliquent.

16.10 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux.

16.11 Paiement des sous-traitants

Le titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet du présent marché. Les prestations sous traitées doivent être clairement et précisément identifiées et énoncées préalablement à toute intervention.

Tous ces éléments sont soumis à l'appréciation de la personne publique qui se réserve le droit de refuser toute personne dont la participation lui paraîtrait inopportune.

Le règlement des sous-traitant s'effectue selon les modalités prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 17 : PENALITES

17.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le Titulaire subira dans l'exécution des travaux une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire de retard. Elle sera appliquée par le Maître d'ouvrage dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités s'appliqueront également aux différents délais intermédiaires (phase et jalons identifiés dans le planning contractuel...) le cas échéant, et ainsi qu'aux autres tâches critiques éventuellement identifiées sur le planning d'exécution.

Les pénalités de retard définies ci-dessus sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 20 % du montant hors taxes (montant forfaitaire initial actualisé, augmenté du montant des avenants éventuels) du présent marché.

La défaillance d'un sous-traitant du Titulaire ne constitue pas une cause légitime de suspension du délai d'exécution.

17.2 Retard dans la remise des documents

Le Titulaire subira une pénalité de 150 € par document et par jour calendaire de retard, si les documents sont demandés par écrit avec des dates de remise.

Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.)

17.3 Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le Maître d'ouvrage, une pénalité de 150 € sera appliquée au Titulaire absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent le Titulaire s'il est représenté par une personne incompétente ou insuffisamment compétente au courant du chantier.

En cas de retard aux réunions de plus d'un quart d'heure, il sera fait application immédiate d'une pénalité de 80 € sur simple constatation du Maître d'ouvrage.

17.4 Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 150 € ;
- Dépôt de matériaux, gravois en dehors des zones prescrites : 150 €
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 €
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons : 150 €.
- Retard dans le nettoyage du chantier : 150 €
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 150 €
- Carence en matière de fermeture et d'ouverture de chantier : 150 €
- Branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques du site sans accord préalable expresse du Maître d'ouvrage : 150 €

17.5 Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (2 semaines maximum à compter de la date de réception) est sanctionné par une pénalité de 1 500 € par jour calendaire de retard.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du Maître de l'ouvrage, entre autres :

- Maintien de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,
- Mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

17.6 Délais et pénalités pour remise des DOE et DIUO

Le Titulaire encourt pour tout dépassement de délai dans la fourniture des éléments de ces documents en édition première et en édition définitive mentionnés à l'article 12.5 du CCAP une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par documentation demandé : DOE./ DIUO

17.7 Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel

Hors les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du Titulaire ne serait pas respecté, le Titulaire encourt sur simple constatation du Maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le Titulaire.

Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, le Titulaire s'engage à remettre au Maître d'ouvrage sous 5 jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.

Les pénalités du présent article 17.7 sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 25% du montant hors taxes (montant forfaitaire initial actualisé, augmenté du montant des avenants éventuels et des bons de commande éventuellement émis par le Maître d'ouvrage) du présent marché. Ce plafonnement n'est pas confondu avec le plafonnement des pénalités de retard définies à l'article 17.1 du présent CCAP.

N.B. : l'application éventuelle des pénalités indiquées au présent article n'est pas libératoire.

17.8 Primes d'avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, doit justifier qu'il a contracté :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Construction, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Soit le Titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, devront justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et conformément aux dispositions ci-dessus, et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Soit le Titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, seront seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

ARTICLE 19 : DISPOSITIONS DIVERSES

Le Titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le Titulaire devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Il devra également fournir une attestation semblable au début de chaque année pendant laquelle se poursuit l'exécution du marché, dans un délai de quinze (15) jours, et à l'appui de son projet de décompte final.

Le Titulaire du marché informera le Maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses contrats d'assurances. Il informera le Maître d'ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITE

Le Titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le présent marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

Le titulaire demeure responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc. Il doit prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux. De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents – de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

Toutes mesures doivent être prises par le titulaire pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des tiers.

ARTICLE 21 : REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 22 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'Institut de France pourra résilier le marché dans les conditions des articles L2195-1 à L2195-6 du Code de la commande publique notamment en cas de force majeure, pour un motif d'intérêt général, lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions des articles L2194-1 à L2194-3 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11.

Les stipulations du C.C.A.G. Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements remis à l'appui de la candidature du Titulaire ou de refus de sa part de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7

à 8 du Code du travail, il pourra être fait application d'une résiliation pour faute du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Afin que le Maître d'ouvrage puisse satisfaire à son obligation de vérifier la conformité de la situation du Titulaire au regard de législation du travail, le Titulaire remet, avant la signature du marché et tous les six(6) mois de son exécution, les documents prévus par le code du travail. A défaut, il pourra être fait application d'une résiliation pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Dans les deux cas de résiliation indiqués ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Par dérogation à l'article 49 et 50.4 du CCAG travaux, le Maître d'ouvrage peut également résilier le marché public pour événements liés aux difficultés d'exécution du marché public (dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

ARTICLE 23 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

23.1 Règlement des litiges éventuels et droit applicable

En vue de trouver ensemble une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux Parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours à compter du démarrage de la procédure de règlement amiable, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci- après.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal Administratif de Paris sera compétent.

23.2 Langues :

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 24 : DEROGATIONS

En cas de conflit entre les stipulations du présent CCAP et du CCAG Travaux ou de toute autre pièce générale applicables au présent marché, les stipulations du présent CCAP font seules foi.

Article CCAP	Articles auxquels il est dérogé
4.1	4.1 du CCAG-Travaux
6.3	3.6.1.2 du CCAG-Travaux
6.4	3.8.2 du CCAG-Travaux
7.4	52.1 du CCAG-Travaux
10.3	34.1 du CCAG-Travaux
12.3	38 alinéa 2 du CCAG-Travaux
16.2	10.4 du CCAG-Travaux
16.4	12.3.2 du CCAG-Travaux
16.6	12.4.4 et 55.3.2 du CCAG-Travaux
16.7	12.5.1 du CCAG-Travaux
16.9	14.4 et 14.3 du CCAG-Travaux
17.1	19.2.3 du CCAG-Travaux
22	49 et 50.4 du CCAG-Travaux